

## **PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS**

### **1.1 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES**

---

- .1 Une étude sur la présence de substances désignées pour le Projet d'amélioration du système mécanique au sixième étage de la tour du 15-25 rue Eddy, situé au Complexe des Terrasses de la Chaudière, à Gatineau, Québec a été menée conformément aux exigences de l'article 124 de la Partie II du *Code canadien du travail* qui stipule que chaque employeur doit protéger la santé et assurer la sécurité de chaque personne qui travaille pour lui. Elle est également menée conformément à la *Loi sur la Santé et la sécurité du travail* de la province de Québec, Section 51, selon laquelle, « L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique du travailleur. Il doit notamment; sous-section (5) utiliser les méthodes et techniques visant à identifier, contrôler et éliminer les risques pouvant affecter la santé et la sécurité du travailleur; sous-section (8) s'assurer que l'émission d'un contaminant ou l'utilisation d'une matière dangereuse ne porte atteinte à la santé ou à la sécurité de quiconque sur un lieu de travail et sous-section (13) communiquer aux travailleurs, au comité de santé et de sécurité, à l'association accréditée, au directeur de santé publique et à la Commission, la liste des matières dangereuses utilisées dans l'établissement et des contaminants qui peuvent y être émis. En outre, la section 300 (a) du *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* de Québec stipule qu'avant que ne soit entrepris un travail dans un espace clos, les catégories de contaminants doivent être disponibles, par écrit, sur les lieux mêmes du travail. Le Code canadien du travail stipule, sous la partie II, article 124, que l'employeur doit s'assurer que la santé et sécurité au travail de toutes les personnes employées par l'employeur est protégée. En ayant à sa disposition un RSD, le Représentant Ministériel sera en mesure de renseigner ses employés, ses entrepreneurs et les locataires de l'édifice au sujet des substances désignées qui peuvent être présentes et être possiblement dérangées au cours du projet. Le Représentant Ministériel informé sera alors en mesure d'imposer les précautions appropriées en matière de santé et sécurité pour toutes les personnes concernées.
- .2 Étant donné qu'il n'existe pas de lois applicables au Québec, nous nous reportons aux règlements suivants, qui portent sur les substances désignées, de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario. Voici les substances désignées identifiées

dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario* et les règlements correspondants :

- .1 **Acrylonitrile** : “Substance Désignée – Acrylonitrile” *Règl. de l’Ont. 835* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*
- .2 **Arsenic** : “Substance Désignée – Arsenic” *Règl. de l’Ont. 836* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*
- .3 **Amiante** :
  - .1 il faut se conformer aux articles 3.23.7, 3.23.8, 3.23.9, 3.23.10, 3.23.11, 3.23.13, 3.23.14, 3.23.15 et 3.23.16 du *Code de sécurité pour les travaux de construction* au Québec.
- .4 **Benzène** : “Substance Désignée – Benzène” *Règl. de l’Ont. 839* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*
- .5 **Émissions de four à coke** : “Substance Désignée – Émissions de four à coke” *Règl. de l’Ont. 840/90* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*
- .6 **Oxyde d'éthylène** : “Substance Désignée – Oxyde d'éthylène” *Règl. de l’Ont. 841* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*
- .7 **Isocyanates** : “Substance Désignée – Isocyanates” *Règl. de l’Ont. 842* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*
- .8 **Plomb** :
  - .1 “Substance Désignée – Plomb” *Règl. de l’Ont. 843* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*
  - .2 *Règlement sur les revêtements* de la *Loi sur les produits dangereux SOR/2005-109*
  - .3 *Règlement sur les matières dangereuses (D. 1310-97)*, de la *Loi sur la qualité de l’environnement, L.R.Q., c. Q-2 - (21)*.
- .9 **Mercure** :
  - .1 “Substance Désignée – Mercure” *Règl. de l’Ont. 844* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*.
  - .1 *Règlement sur les matières dangereuses (D. 1310-97)*, de la *Loi sur la qualité de l’environnement, L.R.Q., c. Q-2 - (21)*.
- .10 **Silice** :
  - .1 “Substance Désignée – Mercure” *Règl. de l’Ont. 845* tel que modifié par le *Règl. de l’Ont. 490/09*
  - .2 *Règlement sur la santé et la sécurité du travail, Annexe I – Valeurs d’exposition admissibles de gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards dans le milieu de travail.*

.11 **Chlorure de vinyle** : "Substance Désignée – Chlorure de vinyle" *Règl. de l'Ont. 846* tel que modifié par le *Règl. de l'Ont. 490/09*.

- .3 Les limites d'exposition professionnelle pour des contaminants spécifiques sont listées sous la Loi sur la santé et sécurité du travail, à l'annexe A – Valeurs d'exposition admissibles de gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards dans le milieu de travail.
- .4 Tous les entrepreneurs qui demandent des soumissions à des sous-traitants doivent leur remettre le présent rapport.

## 1.2 DATE DE VALIDITÉ

- .1 El Houcine Faouzi et Olivier Brazeau, de la Direction des Services Environnementaux, Direction Générale des Biens Immobiliers, TPSGC, ont mené l'étude du secteur visé par le présent rapport le 29 mai 2013.
- .2 Le secteur visé se situe aux Terrasses de la Chaudière situées au 15 et 25 rue Eddy, Gatineau, Québec. L'étendue des travaux proposés comprend la mise à jour des systèmes mécaniques et du système électrique associé.
- .1 L'étendue des travaux décrits dans le présent rapport comprenait l'inspection visuelle des matériaux de construction et contenus pour déceler la présence de substances désignées dans les secteurs visés.
- .2 Certaines sections du 6<sup>e</sup> étage du 15 et 25 Eddy ont été rénové en avril 2013. A la suite de l'inspection visuelle, aucun échantillonnage n'était requis pour compléter ce DSR.
- .3 Les études étaient limitées aux secteurs qui étaient accessibles dans l'aire du projet.
- .4 Un effort raisonnable a été apporté pour identifier toute substance désignée potentielle, et substances dangereuse trouvée pertinente. Notez, qu'aucune étendue des travaux, peu importe l'exhaustivité, ne peut identifier tous les contaminants potentiels. Si une substance désignée quelconque (ou matériel potentiellement dangereux) non-identifiée par l'étude est rencontrée pendant les travaux de démolition ou de rénovation, les travaux doivent être arrêtés, les mesures de

précautions mises en application, et le Représentant ministériel doit être avisé immédiatement. Ne pas procéder avant l'obtention d'instructions par écrit.

- .5 Avant le début des travaux, s'assurer auprès du Représentant Ministériel qu'aucune autre substance désignée n'a été apportée dans le secteur visé.
- .6 L'étude portait également sur les BPC et les halocarbures. Toutefois, on a exclu les autres substances pouvant être utilisées quotidiennement dans de l'équipement ou des secteurs spécialisés du bâtiment (c.-à-d., des écrans de plomb, des hottes, etc.).
- .7 Il se peut que certaines substances n'aient pu être raisonnablement identifiées dans le cadre de la présente évaluation ou n'aient pas été apparentes lors de visites précédentes. Si des substances désignées devaient être trouvées au cours de la démolition, arrêter les travaux, prendre les mesures de prévention qui s'imposent et informer immédiatement le Représentant Ministériel. **Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites.**

## **PARTIE 2 – SUBSTANCES DÉSIGNÉES**

---

### 2.1 RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

- .1 **ACRYLONITRILE** : non identifié
- .2 **ARSENIC** : non identifié
- .3 **AMIANTE** : non identifié
- .4 **BENZÈNE** : non identifié
- .5 **ÉMISSIONS DE FOUR À COKE** : non identifiées
- .6 **OXYDE D'ÉTHYLÈNE** : non identifié
- .7 **ISOCYANATES** : non identifiés

- .8 **PLOMB : non identifié**
- .9 **MERCURE : identifié**  
Il y a du mercure sous forme de vapeur dans les tubes fluorescents qui se trouvent à la grandeur du secteur visé.
- .10 **SILICE : identifiée**  
Partout dans le secteur visé, on trouve de la silice cristalline libre dans le béton et dans d'autres matériaux à base de ciment comme des structures de maçonnerie et des cloisons sèches.
- .11 **CHLORURE DE VINYLE : non identifié**
- .12 **BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS (BPC) : suspects**  
Des BPC peuvent être présents dans les ballasts des tubes fluorescents associés aux luminaires à la grandeur de l'aire du projet.
- .13 **HALOCARBURES : non identifiés**

## 2.2 RECOMMANDATIONS

### 1. **MERCURE**

1 *Le Règlement sur les matières dangereuses* (O.C. 1310-97) de la *Loi sur la Qualité de l'Environnement, R.S.Q., c. Q-2 - (21)*, du Québec, stipule que les tubes de lumière fluorescente en quantité telle que l'extrait du lixiviat présente une concentration en mercure égale ou supérieure à 0.1mg/L, doit être considéré comme un déchet dangereux et doit être traité comme tel. Selon Environnement Canada, 2 à 8 pieds de tubes de lumière fluorescente peuvent contenir entre 10 à 50 ppm de mercure. Comme le nombre de tubes requis pour dépasser la valeur limite est faible, tel qu'indiqué dans ce règlement, il est recommandé que ce règlement et ses exigences soit appliqué dans tous les cas de disposition des tubes de lumière fluorescente. Quand c'est possible, les tubes de lumière fluorescente doivent être recyclés.

.2 Les tubes de lumière fluorescente constituent des matières dangereuses dans la province du Québec et doivent être recyclés au moment de leur mise hors service. Pour obtenir des renseignements supplémentaires concernant la collecte de ces tubes

fluorescents, veuillez communiquer avec le Représentant Ministériel.

## 2. SILICE

Le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* de la province de Québec, définit la silice cristalline sous forme de la poussière respirable comme étant un cancérigène suspect.

.1 La poussière de silice peut être produite lors de travaux tels que dynamitage, broyage, concassage et décapage au jet de sable de matériaux contenant de la silice. Dans le secteur visé, on a trouvé de la silice dans le béton, les structures de maçonnerie, les cloisons sèches et l'enduit. Par conséquent, on devra prévoir une protection respiratoire et une ventilation appropriées, pendant la démolition et la modification de ces structures, conformément au *Guide des appareils de protection respiratoire utilisés au Québec*, publié par l'*Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail*. L'équipement de protection individuelle doit être choisi, ajusté, utilisé et entretenu conformément à la norme Z94.4-93 de la CSA, *Choix, utilisation et entretien des respirateurs*.

.2 L'exposition des travailleurs à la silice doit être réduite au minimum tel que spécifié à l'*annexe I* du *Règlement sur la santé et sécurité du travail* de la province du Québec.

## 3. BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS (BPC) (NON RECONNUS COMME UNE SUBSTANCE DÉSIGNÉE)

.1 Si des ballasts de lampes sont retirés dans le cadre de ces travaux, veuillez consulter le rapport d'Environnement Canada intitulé : *Identification des ballasts de lampes contenant des BPC, août 1991*, afin d'en identifier le type. Les ballasts se trouvant dans un appareil d'éclairage classique de 1,2 mètre de longueur auquel des BPC ont été ajoutés lors de la fabrication en contiennent environ 23,6 grammes.

.2 Tous les ballasts de lampes retirés dans le cadre de ces travaux doivent être classés par un électricien.

.3 L'équipement contenant des BPC doit être éliminé conformément :

- à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)*
- aux *lignes directrices sur la gestion des déchets contenant des biphényles*

*polychlorés (BPC)* du Conseil canadien des ministres de l'environnement.

#### **4. RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur doit examiner le rapport de substances désignées et prendre les précautions qui s'imposent pour veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs et pour protéger l'environnement. Selon la *Loi sur la Santé et la sécurité du travail* de la province de Québec, Section 51, « L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique du travailleur. Il doit notamment; sous-section (5) utiliser les méthodes et techniques visant à identifier, contrôler et éliminer les risques pouvant affecter la santé et la sécurité du travailleur; sous-section (8) s'assurer que l'émission d'un contaminant ou l'utilisation d'une matière dangereuse ne porte atteinte à la santé ou à la sécurité de quiconque sur un lieu de travail et sous-section (13) communiquer aux travailleurs, au comité de santé et de sécurité, à l'association accréditée, au directeur de santé publique et à la Commission, la liste des matières dangereuses utilisées dans l'établissement et des contaminants qui peuvent y être émis. En outre, la section 300 (a) du *Règlement sur la santé et la sécurité du travail* de Québec stipule qu'avant que ne soit entrepris un travail dans un espace clos, les catégories de contaminants doivent être disponibles, par écrit, sur les lieux mêmes du travail. la personne chargée d'engager l'entrepreneur (c.-à-d., le représentant ministériel) doit s'assurer que l'entrepreneur et le sous-traitant (le cas échéant) reçoivent une copie du rapport sur les substances désignées avant de conclure un contrat pour la réalisation des travaux dans le cadre du projet. Si vous avez des questions concernant le rapport sur les substances désignées, veuillez communiquer avec le représentant ministériel.

#### **FIN DE LA SECTION**